



## APERÇU GÉNÉRAL

Au cours de la période sous revue, les catastrophes naturelles ont aggravé davantage la tragédie humanitaire consécutive à la situation de conflits armés. La nature s'est déchaînée : des inondations ont affecté plusieurs zones à travers le pays, avec des conséquences beaucoup plus dramatiques dans certains endroits notamment dans le territoire de Kalehe.

D'autres facteurs d'aggravation de la situation humanitaire et de protection qui ont accru les risques de protection ainsi que la préoccupation des acteurs humanitaires ont été notamment l'augmentation des cas de violations et d'abus, notamment les violences basées sur le genre dans les sites de déplacés autour de Goma rapportés par différents acteurs, ainsi que la recrudescence d'attaques armées perpétrées contre les civils, y compris contre les sites de personnes déplacées notamment dans la province de l'Ituri. A la veille de la publication de ces points saillants, une autre attaque violente a été perpétrée contre le site de Lala dans Djugu, entraînant la mort d'au moins 46 personnes dont 23 enfants et 13 femmes.

Si des efforts collectifs, rapides et coordonnés ne sont pas envisagés pour réduire de manière drastique ces facteurs et menaces, la situation de protection risque de se détériorer davantage, et cela mettra en cause la crédibilité et la réputation de tout le système humanitaire et de protection, dans la mesure où cela révélerait le manque d'efficacité des mécanismes d'alerte et de plaidoyer, à même de prévenir ces violations. C'est pourquoi la décision des plus hauts responsables de l'aide humanitaire de déclencher une intensification immédiate des opérations humanitaires dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est à saluer<sup>1</sup>.

Au cours de la période, le régime de l'état de siège sous lequel sont placées les provinces de l'Ituri et du Nord Kivu depuis le 6 mai 2021, a été prorogé pour la 48<sup>e</sup> fois le mardi 16 mai 2023.

<sup>1</sup> <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/les-nations-unies-tirent-lalarme-face-la-violence-galopante-et-aux-besoins-humanitaires-croissants-dans-lest-de-la-republique-democratique-du-congo>

Les faits les plus marquants pour la période sont les suivants :

- Les pluies diluviennes qui ont provoqué des **inondations et des glissements de terrain** ont principalement touché les provinces du Sud Kivu (affectant environ 177,302 personnes sur l'ensemble des territoires), du Nord Kivu (62,843 personnes affectées) du Tanganyika (affectant environ 49,318 personnes dans les territoires de Kalemie, Kongolo et Nyunzu), de l'espace Katanga (11,315 ménages, soit 56,575 personnes), de l'Ituri (37,725 personnes affectées), du Maniema (affectant 14,394 personnes)<sup>2</sup> ainsi que les provinces du Kasai (dans les territoires de Luebo et Tshikapa/Kamonia), et du Kasai Oriental;<sup>3</sup>
- Après le retrait du M23 en mars de certaines zones clés, **le Sud Ouest de Rutshuru et Nord Est de Masisi** ont constitué des zones de hot spot durant les mois d'avril et mai avec de nouveaux affrontements entre le M23 et les groupes armés locaux et FDLR dans les zones de vide sécuritaire. La poursuite des attaques des ADF dans **le territoire de Beni**, ainsi que de graves atteintes aux droits humains par des hommes armés aux alentours des zones d'accueil de Goma et de Nyiragongo, ainsi que l'augmentation des actes de représailles des groupes armés contre les civils à l'est de Masisi et à Rutshuru ;
- La recrudescence des violences contre les civils dans la province de **l'Ituri** particulièrement dans les territoires de Djugu, Irumu, Mambasa et Mahagi ;
- L'expansion dans d'autres localités des effets du conflit intercommunautaire dans le territoire de **Kwamouth**, notamment l'activisme de la milice 'Mobondo' entraînant la violence et des mouvements de populations dans les provinces du Kwango, Kwilu et Mai Ndombe et dans la commune de Maluku (ville-Province de Kinshasa) ;
- L'augmentation des expulsions des Congolais de l'Angola et des conflits intercommunautaires en lien avec le pouvoir coutumiers qui aggravent la situation humanitaire dans les provinces du **Kasai** ;
- La recrudescence des attaques des miliciens Twa et Bantou contre plusieurs villages des territoires de Kalemie et de Moba dans la province

<sup>2</sup> ADAM, Advanced Disaster Analysis and Mapping, Flood Impact Analysis RD Congo


<sup>3</sup> <https://reliefweb.int/disaster/fi-2023-000067-cod>





du Tanganyika entraînant d'importants déplacements de population ; ainsi que la montée de la criminalité et de multiples incursions des Mayi Mayi Malaïka, à partir du Sud du territoire de Kabambare au Maniema.

Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté environ **5,679** violations et incidents de protection en avril et la tendance pour le mois de mai est d'environ **7,247** violations et incidents de protection, soit une augmentation de 27.61% par rapport au mois d'avril. Parmi ces violations, il y a au moins **220** civils tués, **1,625** victimes de coups et blessures, **129** victimes de torture et traitements inhumains, **298** enlèvements/disparitions, **02** victimes de mutilations, 356 travaux forcés, **276** viols et **75** violations 1612.<sup>4</sup>

	cas de VBG	Avril	554
		Mai	855
	Violations aux droits de l'enfant y compris des allégations 1612 rapportées aux mécanismes MRM	Avril	99
		Mai	75
	Violations du droit à l'intégrité physique	Avril	2,637
		Mai	1,980
	Violations du droit à la liberté	Avril	1,226
		Mai	1,236
	Violations du droit à la propriété (incendies et pillages)	Avril	2,335
		Mai	2,874

\*Chiffres globaux rapportés par le monitoring de la protection. Ils ne sont qu'indicatifs de la situation de protection et ne constituent en aucun cas toutes les violations qui ont lieu. Voir la section sur les limites pour plus de détails

<sup>4</sup> Chiffres provisoires (alertes et rapports monitoring de protection) en attendant confirmation par mécanismes pertinents (notamment pour les VBG, MRM 1624)

## RECOMMANDATIONS

### EQUIPE HUMANITAIRE PAYS

- Continuer à mobiliser le gouvernement et ses partenaires pertinents pour l'accélération du processus de démobilisation et désarmement des éléments des groupes armés afin de faciliter la cohésion sociale entre les communautés locales, tout en assurant que les victimes des différentes violations et abus ont accès à la justice ;
- Dans le momentum du « system wide scale-up », mobiliser les bailleurs de fonds pour le déploiement d'un financement holistique des réponses humanitaires et de protection, comprenant non seulement des réponses d'urgence, mais aussi des actions de renforcement de l'environnement de protection et de l'autonomisation communautaire, ainsi que la constitution d'un dispositif de contingence/ pré-positionnement pour assurer la célérité de la réponse face à des situations de grande volatilité et imprévisibilité ;

### PARTENAIRES HUMANITAIRES

- Renforcer les mécanismes de suivi de la situation de protection et continuer à promouvoir le respect du Droit International Humanitaire, notamment l'interdiction des attaques contre les civils, les établissements de santé et autres infrastructures sociales ainsi que les attaques ciblées contre les sites et centres d'accueil des déplacés ;
- Elaborer et vulgariser des plans de protection communautaire dans les zones les plus affectées par les conflits et le déplacement forcé, accompagnés par des activités sur la cohabitation pacifique en collaboration avec les leaders communautaires ;
- Mobiliser des financements pour une assistance rapide en protection mais aussi dans les secteurs contribuant à la prévention des risques de





protection, notamment la sécurité alimentaire et l'éducation, y compris l'éducation des jeunes adolescents.

- Aux acteurs de protection en général et ceux du domaine de responsabilité LTP en particulier d'apporter leur expertise et appui technique dans le cadre de la réponse aux catastrophes naturelles, particulièrement si des délocalisations sont envisagées.

## PROVINCES DE L'ITURI ET DU HAUT UELE (Faradje)

Territoires	Violations du droit à la liberté		Violations du droit à la propriété		Violations du droit à l'intégrité physique		VBG		1612	
	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai
<b>Aru</b>	12	11	49	32	7	0	20	34	14	0
<b>Djugu</b>	116	207	331	385	188	164	35	61	23	11
<b>Faradje</b>	35	39	73	84	9	7	12	12	0	0
<b>Irumu</b>	26	18	222	189	174	139	25	40	20	1
<b>Mahagi</b>	79	87	364	428	168	132	29	23	6	7
<b>Mambasa</b>	61	60	77	26	71	51	6	7	3	1
<b>TOTAL</b>	<b>329</b>	<b>422</b>	<b>1116</b>	<b>1144</b>	<b>617</b>	<b>493</b>	<b>127</b>	<b>177</b>	<b>66</b>	<b>20</b>

Tableau montrant le nombre total de violations des droits signalées par le monitoring de protection en Ituri en avril et mai 2023.

Dans la province d'Ituri, l'environnement protecteur des civils reste menacé par des attaques des groupes armés principalement les CODECO/URPDC dans le territoire de Djugu et de Mahagi, le groupe armé Zaïre à Djugu, les ADF à Irumu et à Mambasa et tant d'autres éléments armés commettant de graves violations des droits de l'homme à l'encontre des populations civiles.

La province d'Ituri a également été marquée par la tenue du 22 au 24 mai 2023 d'un dialogue social réunissant les communautés Alur Djuganda, Anghal, Kebhu, Walendu Watsi et Panduru, pour une cohabitation pacifique dans le territoire de de Mahagi.

Selon les acteurs locaux, ce dialogue aurait impacté positivement la situation de protection dans le territoire de Mahagi au cours de la dernière semaine du mois de mai.

**2,223** abus et violations ont été rapportés en avril et **2,258** en mai 2023 dans les provinces de l'Ituri et du Haut Uélé (Faradje) dans le cadre du monitoring de protection.

Les chiffres du mois écoulé représentent une baisse de 5,96% à 7,98% par rapport au mois de mars 2023 qui a enregistré 2,398 incidents rapportés.

Les territoires de **Djugu, d'Irumu et Mahagi** restent les plus touchés avec de nombreux incidents de protection et violations des droits humains enregistrés, représentant plus de 75% (avril) et 83,79 % (mai) de l'ensemble des incidents rapportés dans la province.

La persistance de ces attaques contre les civils continue d'entraîner des mouvements massifs des populations qui exacerbent les vulnérabilités des populations.

### DJUGU

- Le territoire a été marqué au cours des mois d'avril et mai par un activisme accru du groupe armé CODECO/URDPC particulièrement dans la ZS de Fataki où plusieurs incursions ont été rapportées au cours desquelles au moins 12 personnes auraient trouvé la mort, 38 habitations auraient été incendiées et 10 détruites en avril.
- Ce même activisme accru des CODECO/URDPC a été observé au mois de mai dans les ZS de Fataki, Bambu, Mongbwalu et Jiba où les acteurs locaux ont rapporté 2 888 cas des travaux forcés dont la plupart des victimes auraient été appréhendées pendant un mouvement de déplacement. A cet important chiffre des travaux forcés s'ajoutent 04 homicides, 05 enlèvements dont 03 avec paiement de rançon, 02 cas de séquestration, 02 cas de coups et blessures ainsi que des actes de pillage massif et de destruction des champs appartenant aux PDIs. On peut citer notamment l'attaque du 29 mai 2023 perpétrée par les CODECO contre les déplacés du site de Rhoe dans leur champ situé dans la localité de Nzoroji.





Selon les sources locales, ces attaques viseraient à restreindre l'accès des membres de la communauté attaquée aux champs en vue de procéder au pillage des produits agricoles en cette période de récolte.

- Le territoire a également été marqué par de multiples actes de représailles perpétrés par les éléments du groupe armé Zaïre sous prétexte de rendre justice. C'est dans la quête des personnes incriminées par ces éléments armés que ceux-ci auraient bloqué le trafic routier sur l'axe Linji-Lopa le 25 avril et en auraient profité pour faire payer à tous les usagers une taxe illégale. De même, au mois de mai, des présumés éléments du groupe armé Zaïre se seraient illustrés par des abus perpétrés dans la zone de santé de Mabanga dont 5 cas des coups et blessures dans un carré minier situé dans la localité de Monga.

## MAHAGI

- Avec **1,323 violations** rapportées au cours de la période (mois d'avril et mai) représentant plus de 29% de l'ensemble des incidents dans les provinces d'Ituri et du Haut Uele, le territoire de Mahagi a enregistré l'un des chiffres les plus élevés des violations aux mois d'avril et de mai juste après Djugu et avec comme principaux perpétrateurs des présumés éléments CODECO/URDPC.

En effet, en plus des nombreuses attaques contre les populations civiles signalées, les sources locales ont également rapporté 02 cas d'allégations MRM dont les éléments CODECO seraient responsables. Il s'agit de la destruction d'une école ainsi que d'un centre de santé le 11 avril dans la localité d'Alii Yana située dans la ZS de Rimba.

L'on note qu'à cette occasion, ces présumés éléments CODECO/URDPC auraient également incendié 56 habitations. La localité attaquée aurait été vidée de sa population.

## MAMBASA

- Plusieurs violations des droits humains, notamment des homicides, des coups et blessures attribués aux ADF ainsi qu'aux présumés éléments de Mai-Mai contre les civils, continuent d'être enregistrés dans ce territoire.

L'on peut citer à titre illustratif, l'incursion des ADF dans la localité de Masiliko (zone de santé de Lolwa) le 25 mai 2023 qui aurait occasionné 02 homicides, 03 cas de coups et blessures, 01 enlèvement et l'incendie

de 08 habitations, 06 motos et d'autres biens de valeur ainsi que l'incursion du 18 mai dans le campement champêtre appelé Maketché dans la localité de Madududu situé dans la même ZS au cours de laquelle ils auraient commis 05 homicides et 08 enlèvements.

- La zone de santé de Mandima serait devenue la plus affectée par la présence des éléments armés ADF qui y auraient trouvé refuge, fuyant les opérations des forces coalisées FARDC et UPDF dans la zone de santé de Komanda. Ces éléments armés ADF se seraient illustrés par de nombreuses incursions et attaques ayant occasionné au moins 06 homicides, 14 enlèvements, 4 victimes des coups et blessures ainsi que le pillage des produits agricoles.
- Toujours dans la zone de santé de Mandima, un cas d'enlèvement allégué aux Mai-Mai a été signalé. Ces derniers exigeraient le paiement d'une rançon pour sa libération.
- Des présumés éléments Mai-mai/simba auraient attaqué la localité Salaté-Molokay le 08 mai 2023 causant l'incendie d'une habitation, du bureau des gardes parc et pillant des articles de commerce et autres biens de valeurs.

## IRUMU

- Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté 854 abus et violations au cours de la période dont 467 au mois d'avril et 387 au mois de mai 2023, représentant plus de 18% de l'ensemble des violations rapportées en Ituri et dans le Haut Uele.
- Ces chiffres élevés de violations se justifieraient par la montée de l'activisme des groupes armés FPIC, FRPI et Tchini Ya Tuna déjà signalée au cours du mois précédent avec de nombreux cas d'abus qui leur sont allégués.
- L'on peut citer, à titre illustratif, les attaques du 03 avril perpétrées par les Tchini Ya Tuna dans 2 campements champêtres situés dans la ZS de Komanda, avec pour bilan 08 homicides et 02 cas de viols. La situation aurait causé une psychose dans la localité de Ngombenyama et contraint environ 56 ménages au déplacement forcé.
- L'on note également qu'en dépit de la poursuite des opérations des forces armées congolaises et ougandaises qui ont permis au cours de la





période de détruire plusieurs bataillons des ADF, ces derniers ont poursuivi leurs incursions dans les villages et localités.

En effet, au moins 11 homicides, plusieurs cas de pillage et de destruction des biens appartenant aux populations civiles leur ont été allégués entre le 1<sup>er</sup> et le 11 avril dans les ZS de Gety et de Komanda.

De nombreuses embuscades tendues entre le 18 et le 21 mai notamment dans les localités de Bandibese, Sesa, Soko-tano (zone de santé de Komanda) avec pour bilan 05 homicides et 07 incendies de camions transportant des marchandises ont été attribuées à des éléments ADF.

- En mai 2023, il s'est observé un regain de violence dans la ZS de Nyakunde après une période d'accalmie depuis la fin du mois de novembre ou, il a été signalé, le 16 mai 2023, des affrontements opposant des présumés éléments FPIC à ceux du groupe Zaïre dans trois localités de la zone de santé de Nyakunde à savoir les localités de Bagalaba, Bayahu et Ngumata. Au cours de ces affrontements, les éléments armés de la FPIC et ceux du Zaïre auraient été auteurs de 03 homicides, de l'incendie de 118 habitations et du pillage de bétail. L'on note également la découverte, le 04 mai 2023, d'un engin explosif dans un champ situé au quartier Muchanga à 150 mètres du centre de négoce de Gety en zone de santé de Gety.

### ARU

- Le territoire a été marqué en avril et mai 2023 par la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone de santé de Biringi où plusieurs incursions d'hommes armés présumés éléments du Groupe Armé CODECO/URPDC et du ZAÏRE ont été signalées ainsi que des cas d'extorsions commis principalement par des militaires FARDC qui sont placés au niveau des différents postes de contrôle.
- L'on peut citer, à titre illustratif, l'incursion des présumés CODECO/URPDC dans la localité de Shaba le 14 avril 2023 ayant occasionné 04 homicides ainsi que le déplacement des habitants de la localité vers Kandoy et ses environs.
- Concernant les présumés éléments du ZAÏRE, 02 homicides et des incendies d'habitations leurs ont été allégués lors d'une incursion faite dans le village Upato le 17 avril 2023.

- En outre, les sources locales déplorent la réapparition le 22 et le 23 avril, des barrières érigées par des militaires FARDC et PNC dans le site de Biringi pour le rançonnement de la population. Cela aurait occasionné plusieurs cas d'atteintes au droit à la propriété tels que les taxes illégales et des cas d'extorsion des biens des réfugiés.
- En mai, des militaires des FARDC et PNC exigent de la population (réfugiés et populations hôtes) le paiement d'une somme allant de 1000 à 5000 FC pour obtenir le libre passage lorsqu'ils se rendent aux champs et aux marchés, restreignant les mouvements de la population dans cette zone de santé.

### FARADJE

- **273** abus et violations rapportés au cours des mois d'avril (129) et mai (144) dans le territoire, représentant environ 6% de l'ensemble des violations rapportées en Ituri et dans le Haut Uele. Ces violations seraient essentiellement constituées d'atteintes aux droits à la propriété et à l'intégrité physique.
- Il s'est effectivement observé une recrudescence des taxes illégales imposées aux réfugiés au niveau des points de contrôle par les agents d'ordre et de sécurité spécialement durant les périodes de distribution des vivres PAM et du cash Grant ainsi que les jours des marchés périphériques d'Aba.





## PROVINCE DU NORD KIVU


Territoires	Violations du droit à la liberté		Violations du droit à la propriété		Violations du droit à l'intégrité physique		VBG		1612	
	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai
										
Masisi	55	62	74	54	82	59	56	49	14	9
Rutshuru	44	72	61	111	88	72	29	22	4	11
Beni/Oicha	15	57	11	40	70	57	1	1	0	0
Lubero	20	15	25	28	14	12	4	1	1	4
Nyiragongo	9	4	18	17	17	23	17	50	0	0
Autres (Butembo, Goma, Walikale)	8	19	4	17	19	17	24	19	3	0
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>229</b>	<b>193</b>	<b>267</b>	<b>290</b>	<b>240</b>	<b>131</b>	<b>142</b>	<b>22</b>	<b>24</b>

Tableau montrant le nombre total de violations des droits signalées par le monitoring de protection dans le Nord Kivu.

Les mois d'avril et mai ont été caractérisés dans la province du Nord Kivu par des affrontements entre les M23 et la coalition des groupes armés ou avec un groupe armé étranger ainsi que des affrontements entre deux factions d'un groupe armé, entraînant ainsi le déplacement d'au moins 8,468 ménages de 119,227 personnes en avril ainsi que de nombreuses violations et incidents de protection à l'encontre des populations civiles.

Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté **786 violations et incidents de protection** en avril et environ **902 violation et incidents de protection en mai** dans la province, essentiellement dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Beni (Oicha), Lubero, Nyiragongo.

Les principales tendances de protection observées demeurent les représailles contre les personnes retournées en premier lieu, ensuite les PDIs et les communautés d'accueil, la persistance des tensions

intercommunautaires, des VBG et autres problèmes de protection dans les zones de déplacement.

### RUTSHURU

- Des affrontements entre les M23 et une coalition des groupes armés ont continué dans le territoire :
  - Le 10 et 12 avril, des affrontements entre des éléments M23 et une coalition des groupes armés ont été signalés à Rusekera et Mulimbi, en groupement Tongo. Au cours de ces affrontements, un enfant aurait été blessé par balle perdue, les biens dans 19 boutiques auraient été emportés par des éléments armés et environ 271 ménages ont été forcés au déplacement vers le village Lubwe Sud, même groupement.
  - Un affrontement a été signalé le 2 mai à environ 50 mètres du Site des déplacés de Kitsimba, en groupement de Bishusha. Un nombre important de PDIs auraient été tués, 5 PDIs grièvement blessés, 97 ménages se sont déplacés de Kitsimba vers les agglomérations Bishusha
- Des affrontements entre groupes armés ont été de nouveau observés en groupement Tongo les 21 et 26 avril avec des conséquences sur la protection et le déplacement d'environ 236 ménages de 1,108 personnes de Kasali, Kyangiri vers Kirumba en groupement Bambu et de Kitwayovu vers Mulimbi.
- Des mouvements de retour ont été observés depuis début avril suite à une accalmie relative dans le territoire de Rutshuru depuis février 2023. Cependant, les personnes retournent dans des zones où des mois de combats ont laissé des dégâts importants, affectant presque tous les aspects de leur vie. Une récente **évaluation effectuée par des partenaires humanitaires dans la zone Kibirizi** a révélé des besoins urgents en nourriture, articles ménagers essentiels et abris.
- Le 4 mai, des éléments armés ont mené une incursion dans le site de personnes déplacées de Kizimba, dans la même zone de santé, tuant 13





personnes et en blessant 15 autres. Malgré cet incident violent, les mouvements de retour de personnes se sont poursuivis <sup>5</sup>.

- Les sources locales rapportent qu'après l'annonce du retrait des éléments du M23 des groupements Bambo et Bukoma en avril 2023, des groupes armés auraient repris le contrôle de certains villages dans ces groupements et procéderaient à des actes de représailles des personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec les M23 ainsi qu'à d'autres abus et violations à l'encontre des personnes civiles.
- Des informations reçues des mêmes sources, des hommes armés non étatiques auraient tendu une embuscade contre des éleveurs le 2 mai 2023 dans le Parc national des Virunga, sur le tronçon Tongo – Kalengera. Cette embuscade aurait occasionné 19 cas d'enlèvement de personnes civiles ainsi que le pillage et la destruction de plus de 150 vaches. Un incident similaire a également été rapporté le 7 mai dans le village de Rwaswa en localité Katoro, occasionnant 3 enlèvements et le pillage de 100 vaches.

## MASISI

- Le territoire de Masisi a connu le plus de violations des droits humains en avril, avec 281 violations sur les 786 cas enregistrés dans la province et a été le 2<sup>e</sup> territoire avec un grand nombre de violations en mai avec 233 violations sur 902.
- Les abus et violations des droits humains continuent à être allégués aux groupes armés actifs en groupement Bapfuna. Ces abus seraient liés aux conflits de « partage des sources » de revenus de ces groupes.
- Le 10 avril, 6 hommes PDIs vivant à Nyabiondo auraient été enlevés par des éléments d'un groupe armé pendant qu'ils se rendaient aux champs à Lwibo pour s'approvisionner en vivres dans le même groupement. Ils auraient été libérés après le paiement d'une somme d'argent. A la même date, différents actes VBG auraient été commis aux PDIs retournés dans la zone.

- Sur l'axe Lwibo-Nyabiondo, on continue d'enregistrer des abus contre les civils qui se dirigent aux champs, au niveau des barrières érigées par les mêmes groupes armés.

Entre le 17 et 19 avril, des représailles ont été enregistrées contre des retournés dans la zone contrôlée par un acteur armé.

- Un nombre important de civils retournés aurait été tués par des éléments d'un groupe armé en groupement Bashali-kaembe.
- Malgré la situation sécuritaire et de protection inquiétante dans la zone, les personnes déplacées originaires de cette zone témoignent d'être obligés d'y retourner car les conditions des vies dans les zones de déplacement à Sake et les sites aux environs de Goma seraient trop difficiles. Par conséquent, ils s'exposent à des abus pour la recherche des vivres dans des zones d'origine.
- On note un grand risque de meurtres, blessures, viols, extorsions et enlèvements par les éléments armés dans les zones contestées par les groupes armés particulièrement dans des zones sans déploiement FARDC ou forces EAC.
- Depuis le 22 avril, un nouveau site spontané de PDIs aurait été créé au village Kilolirwe dans un endroit communément appelé « Petit-Masisi » dans la localité Nyamitaba. Ce site hébergerait environ 410 ménages de 2050 personnes qui proviendraient de Kitshanga, Bwiza, Burungu, Kabalekasha, Rujebeshe, Nyakabingu, Saniseti, Nyamitaba et Mushaki. Selon des sources locales, ces personnes craindraient d'éventuelles attaques des groupes armés locaux qui sont actifs dans les environs des villages de provenance, en majorité non couverts par la force régionale Est-Africaine (EAC). Ce site qui est érigé non loin du camp du contingent burundais de l'EAC à Kilolirwe suscite la méfiance de certains membres de la communauté hôte autour du caractère humanitaire et civil de ce site qui pourrait

<sup>5</sup> [Rapport de la situation humanitaire pour la Province du Nord Kivu - 19 mai .pdf](#)





constituer une menace pour la cohabitation pacifique dans la région, et une menace de déguerpissement par les communautés locales.

- Depuis le début du mois de mai, une tension entre deux groupes armés à Nyamoboko 1<sup>e</sup> entraîne des affrontements répétitifs pour le contrôle de la zone. Ces tensions sont exacerbées par un vide sécuritaire dans les agglomérations Kazinga, Mupfo, Kimoo et Rwandanda depuis le mois de février, vide créé par le retrait des militaires des FARDC en février pour renforcer des zones de combats contre le M23.

A titre d'illustration, le 25 mai, des affrontements entre deux groupes armés ont été signalés à Kazinga et Tebero, en groupement Nyamaboko 1<sup>e</sup> : 15 maisons et un des bâtiments du centre de santé de Kazinga auraient été détruits par des obus. 6 personnes auraient été tuées et 2 autres blessées. Ces événements ont entraîné un mouvement de déplacement d'environ 903 ménages de 4,515 personnes des villages Kazinga, Tebero, Mupfo, Kimoo et Rwandanda vers les agglomérations de Luke, Kihuma, Kishondja et Masisi centre dans les groupements Nyamaboko 1<sup>e</sup> et Buabo.

## BENI

- Dans le territoire de Beni, on note en avril des attaques sur les centres d'enrôlement électoral par de présumés éléments Maiï Maiï de faction RNL ou par des hommes porteurs d'armes à feu. A noter également la continuité d'attaques des éléments ADF et autres groupes armés.
- Il a été noté en début mai le renforcement des mesures de sécurité sur l'axe Beni-Kasindi avec les travaux de la réhabilitation de cette route par les militaires UPDF. Ce renforcement a réduit les activités des ADF sur cet axe et ces éléments ADF tendent des embuscades sur l'axe Butembo-Karuma-Kasindi.

- Au titre d'attaques de présumés éléments ADF, à titre illustratif, entre le 1er et le 15 avril, au moins 40 civils auraient été tués dans les zones de santé de Kalunguta et d'Oïcha.

L'attaque, la plus meurtrière a eu lieu le 7 avril à Musandaba, dans la zone de santé d'Oïcha, où 26 civils ont été tués, selon des organisations de la société civile locale. Oïcha abrite actuellement plus de 65,000 personnes déplacées.<sup>6</sup>

Pour rappel, depuis mars 2023, les violences contre les civils ont augmenté de manière significative dans le territoire de Beni, avec plus de 100 civils tués rien qu'en mars, soit plus de huit fois plus de victimes qu'en février (13). Depuis le début de l'année 2023, plus de 200 civils auraient été tués lors d'attaques armées dans le territoire de Beni, selon la société civile locale et des sources humanitaires.

- Plusieurs sources ont rapporté la présence des camps ADF dans la partie ouest de la zone de santé d'Oïcha, poussés dans leurs bastions traditionnels par la pression militaire de la coalition FARDC UPDF et qui profitent des vides sécuritaires laissés par les FARDC déployés vers les lignes de fronts contre les M23.

A partir de ces nouveaux campements, ces présumés rebelles ont mené plusieurs attaques depuis janvier 2023 et qui a fait jusqu'au mois d'avril, près de 50 morts en zone de santé d'Oïcha.

- Des attaques contre des agriculteurs et incursions dans les villages par les présumés ADF se sont poursuivies en groupement Batangi Mbau et Bambuba-Kisiki.
  - Le 8 avril, 26 personnes auraient été tuées à Mbau par de présumés ADF à environ 8 Km de Musakwa ;
  - Le 18 avril, 9 personnes déplacées, dont 2 femmes, auraient été tuées par de présumés ADF dans leurs champs aux environs des villages Katerain et Tapis Rouge, en groupement Batangi Mbau ;

<sup>6</sup> Situation humanitaire dans la province du Nord-Kivu du 1er au 15 avril 2023, rapport produit par OCHA RDC en collaboration avec les partenaires humanitaires







- Le 23 avril, des présumés éléments ADF auraient tendu une embuscade à des usagers de la route de desserte agricole Tsanetsane-Mayimoya, au niveau du village Mulobyba, groupement Bambuba-Kisiki ;
- Le 27 avril, une autre incursion des mêmes éléments ADF a été signalée dans le village Musakwa, en localité Mbau. 3 hommes PDIs agriculteurs auraient été tués par balles et un autre blessé. 6 autres auraient été enlevés et amenés vers une destination inconnue et 3 motos auraient été incendiées. Les victimes auraient été attaquées dans leurs champs.
- Du 1er au 25 avril 2023, 79 incidents de protection ont été collectés et documentés dans la commune rurale d'Oicha et ses environs.

Sur les 100% de cas d'incidents collectés dans la période précisée, 54 cas sont des homicides/meurtres des populations civiles, soit 68.35%, 6 cas de coups et blessures soit 7.5%, 4 cas d'accident de circulation soit 5%, 8 cas de viol soit 10%, 2 cas de mariage précoce soit 2.5% 2 cas de vol et pillage soit 2.5%, 3cas d'enlèvement soit 3.7%.

La plupart des victimes sont les déplacés, les retournés et les peuples autochtones. Les auteurs seraient des ADF, les populations civiles et les inconnus.

- 63 cas d'incidents de protection ont été commis à l'endroit des adultes dont l'âge varie de 19 à 63 ans soit 79.25% et 16 cas d'incidents de protection commis aux enfants dont l'âge varie entre 4 et 17 ans soit 20.25%.<sup>7</sup>
- Le 16 mai, des manifestations des jeunes protestant contre l'insécurité et réclamant le départ des combattants du UPLC ont été signalés dans la ZS de Kalunguta. Il sied de rappeler que ces combattants ULPC se trouvent en cantonnement dans la zone depuis le mois de juillet 2019 dans le cadre du Programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS).

Les sources locales rapportent qu'en bloquant la circulation à tout véhicule, ce mouvement de manifestation aurait entravé le déploiement des équipes humanitaires sur le terrain et ainsi causé du retard dans la fourniture de l'assistance aux populations vulnérables.

## NYIRAGONGO

- La présence des acteurs armés dans le territoire de Nyiragongo continue d'affecter les communautés déplacées dans la zone et reste un risque important de protection des civils.

Les abus sur les civils (résidents et PDIs) qui continuent d'être allégués aux acteurs armés non étatiques dans la zone de Nyiragongo seraient en effet dus à la proximité de ce territoire avec la ligne de front et la forte militarisation de la zone.

A titre illustratif :

- Du 2 au 5 avril, environ 80 maisons de civils ont été visitées par des hommes armés et plusieurs biens ont été emportés dans ces quartiers ;
- Dans les nuits des 24 et 25 avril, à Rushubi et Bagwagwa, groupement Munigi et en groupement de Buhene, des bandits armés non identifiés auraient fait incursion dans 6 maisons et auraient emporté plusieurs biens et de l'argent.
- Des incursions nocturnes d'acteurs armés dans les sites de déplacés et maisons des civils à Goma et à Nyiragongo ont été enregistrés également. La fréquentation par des acteurs armés des sites de PDIs à Kanyaruchinya demeure un défi majeur pour la protection et la sécurité des déplacés.
  - Le 19 avril, des acteurs armés ont menés des incursions dans 4 sites de PDIs à Kanyaruchinya: Sites Maman Fifi, Adventiste, Assemblée, et site AFDI. Ces éléments armés auraient visité 9 maisons de PDIs.
  - Des PDIs et résidents de Nyiragongo qui fréquentent le Parc National des Virunga continuent à subir des abus par des acteurs armés non-étatiques actifs dans le parc. Le 23 mai, une femme PDI aurait été

<sup>7</sup> Rapport du monitoring de protection (MIDFEHOPS) avril 2023





tuée par balles dans le Parc National de Virunga par des éléments d'un groupe armé.

## LUBERO

- En début avril, le contexte sécuritaire dans le nord du territoire de Lubero a été caractérisé par des attaques des centres d'enrôlement et certaines positions FARDC par des éléments des groupes armés.
  - Le 2 avril, des hommes armés non identifiés auraient attaqué le centre d'enrôlement des électeurs au village Vuranda, en groupement Luongo. Le ravitaillement en armes et munitions serait à la base de cette attaque ;
  - Le 5 avril 2023, des hommes armés ont attaqué le centre d'inscription des électeurs de l'EP Kirivata, en cellule Kirivata, en ville de Butembo.
- Des affrontements ont été signalés entre deux factions d'un groupe armé, en groupement Bulengya entraînant les déplacements d'environ 264 ménages de 1,320 personnes des villages Vusaka, Mambungu, Mutumbo, Kelekele vers le village de Buyinga ont été observés le 8 avril.
- Le 19 avril, au village Buyinga, en groupement Lughongo des affrontements entre factions armées et la prise de contrôle du village par l'une des factions ont entraîné le déplacement massif de 192 ménages de 960 personnes de Vuyinga vers les villages Kalundu (groupement Bukenye) et Bulengya (groupement Bulengya). Ces factions s'attaquent régulièrement pour le contrôle de la zone, entraînant des déplacements continus et aggravant ainsi la vulnérabilité des civils dans la région.
- Le 19 mai, des militaires des FARDC auraient attaqué la position d'un groupe armé au village Kirirya, en groupement Ngulo. À la suite de cet affrontement, près de 37 ménages de 177 personnes se sont déplacés du village de Kirirya vers le village de Mihake, en groupement Buyora. Des éléments de ce groupe armé restent aux environs du village et le risque des nouveaux affrontements est élevé.

## PROVINCE DU SUD KIVU

Territoires	Violations du droit à la liberté		Violations du droit à la propriété		Violations du droit à l'intégrité physique		VBG		1612	
	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai
<b>Kalehe</b>	60	125	268	376	207	322	2	3	21	8
<b>Fizi</b>	97	120	119	52	61	35	22	18	6	2
<b>Shabunda</b>	20	93	137	123	64	52	28	14	15	23
<b>Uvira</b>	280	23	72	67	74	68	3	3	2	0
<b>TOTAL</b>	<b>457</b>	<b>361</b>	<b>596</b>	<b>618</b>	<b>406</b>	<b>477</b>	<b>55</b>	<b>38</b>	<b>44</b>	<b>33</b>

- Le contexte de protection dans le Sud Kivu a été caractérisé par la situation extrêmement tendue au niveau des hauts-plateaux de FIZI, avec un renforcement des effectifs des groupes armés TWIGANERO, ce qui aurait handicapé le processus de dialogues inter-ethniques sur la paix qui devrait se tenir à Mikenge/Itombwe.
- Il a été noté aussi la persistance de l'insécurité dans les hauts plateaux de Bijombo en province du Sud-Kivu et l'élargissement du champ d'affrontements entre les groupes armés locaux avec leurs alliés respectifs sur fond des conflits intercommunautaires inhérents à la gestion du pouvoir, de terre et des ressources naturelles. Cette situation a affecté le groupement de Bijombo (Muramvya, Masata, Katanga, etc) dans la chefferie de Bavira, avant de s'exporter vers le groupement de Kigoma (Kahololo, Marungu, Kitembe, Bibangwa, Kitoga etc.) dans les hauts plateaux de la chefferie de Bafuliuru, provoquant ainsi des mouvements de population de ces différents villages vers les forêts d'Itobwe et vers la plaine.
- La récurrence des incursions et exactions commises par des groupes armés à l'encontre de la population civile continue d'être observée dans





la province du Sud Kivu qui est la deuxième province ayant le plus de violations de droits humains en avril (**1,384**) et mai (**1,528**) 2023.

- Au mois de mai, les territoires les plus touchés sont Kalehe (835 cas), Shabunda (305 cas), Fizi (227 cas) et Uvira (161).
- Dans la même période, 38 cas de VBG ont été documentés dont 23 cas de viol dans les territoires ci-après : Shabunda (8 cas), Fizi (12 cas), Kalehe (03 cas).
- 33 violations graves contre les enfants en situation de conflits armés ont été documentées : 24 cas d'enlèvements/recrutement et utilisation d'enfants, 03 cas de violence sexuelle, 02 cas de meurtres/mutilations.
- Les territoires les plus affectés sont Kalehe (21 cas), Shabunda (15 cas), Fizi (06 cas) et Uvira (02 cas).

## KALEHE

- En début avril, la relative accalmie observée dans des zones d'origine des PDIs après le retrait des éléments du M23 a entraîné quelques retours. En effet, il a été signalé un retour d'environ 458 ménages de personnes déplacées internes (PDIs) venus de Kitembo, Kasunyu, Bulenga, Chebumba, Minova, Cheya et Kalungu (zones d'accueil) dans le territoire de Kalehe, vers Sake, Luhonga, Mubambiro, Kimoka, Kabase, Murambi, Kirotshé, Shasha, Kituva et Kiluku en groupements de Mupfunyi Shanga et Kamuronza (zones de retour) en territoire de Masisi.
- De nouvelles vagues d'environ 304 ménages de PDIs auraient été observées dans la localité de Minova. Ces PDIs seraient venues de Bihambwe, Karuba, Mahele et Mushaki en territoire de Masisi. Elles auraient fui les affrontements opposant les éléments du M23 à un groupe d'autodéfense locale dans les entités précitées au cours des périodes du 13 au 15 avril et du 22 au 24 avril 2023. Elles seraient reçues à Minova, Kalungu et autres villages environnants et viennent s'ajouter à d'autres qui auraient fui pour les mêmes raisons.

Faute d'espace dans les familles d'accueil, certaines PDIs utiliseraient des écoles et autres bâtiments collectifs comme abri.

La promiscuité au sein des familles d'accueil, l'insalubrité due à l'insuffisance de latrines et l'occupation de certaines écoles et églises par les PDIs les exposent à des problèmes de cohabitation entre PDIs et familles d'accueil, ainsi que des problèmes sanitaires (diarrhée, cholera etc.).

- Il est important de relever que la menace des éléments d'un groupe armé qui s'identifie à une communauté locale se fait de plus en plus grande dans les entités des groupements de Buzi et Ziralo, zones d'accueil des déplacés internes. Ces éléments armés s'attaqueraient aux civils en particulier aux commerçants. Des sources concordantes renseignent qu'au cours de ces attaques, ces hommes armés se rabattraient aussi sur les membres de la communauté opposée à la leur, sur fond du conflit foncier et identitaire qui oppose depuis plusieurs années leurs communautés locales.

Notons que ces attaques pourraient à la longue conduire à de nouveaux accrochages avec d'autres groupes armés identifiés à la communauté des victimes, et conduire à l'escalade de la violence.

- Le territoire de Kalehe qui est l'un des territoires de la province du sud Kivu les plus touchés par l'impact de la crise M23 depuis le début de cette année, a été impacté par des catastrophes naturelles causées par des pluies diluviennes en avril et mai 2023.
- Les aires de santé touchées sont Bushushu et Nyamukubi, qui sont situées sur le littoral du lac Kivu, dans la chefferie de Buhavu, dans la zone de santé de Kalehe.
- A titre d'illustration, en date du 17 au 19 avril 2023, des pluies diluviennes accompagnées de vents violents auraient causé d'importants dégâts matériels et humains sur les PDIs à Minova et Kalungu. Selon des sources locales, 03 personnes dont un enfant seraient mortes, 30 maisons détruites et plusieurs autres endommagés. Au moins 294 ménages sinistrés seraient sans logement ou d'autres ont été reçus au sein des familles d'accueil.
- Les inondations de début mai ont eu pour conséquences :
  - Environ 443 personnes décédées dont 145 enfants (84 filles, 61 garçons) ;





- Plus de 4 000 maisons emportées ;
- Des centaines de personnes disparues ;
- 21 écoles de l'aire de santé de Bushushu affectées (13 écoles primaires et 8 écoles secondaires) ;
- 13 écoles de l'aire de santé de Nyamukubi affectées (8 écoles primaires et 5 écoles secondaires) ;
- Au moins 197 personnes ont été blessées dont 12% décédés ;
- 34 de VBG dont 21 à Bushushu et 13 à Nyamukubi ;
- Près de 280 enfants non accompagnés et plus de 300 enfants séparés identifiés ;
- Plus de 650 enfants orphelins ont également été identifiés, dont un nombre important entre 0 et 4 ans.

## FIZI

- Durant les mois d'avril et mai, la situation sécuritaire et de protection a été marquée par une hausse de criminalité causée par des bandits et des éléments des groupes armés qui attaqueraient des villages et commettraient des violations des droits humains (enlèvement contre rançon, pillage etc). La libre circulation des armes et la faible présence militaire dans plusieurs entités favoriseraient ces attaques.

A titre d'exemple, dans la nuit du 03 au 04 avril 2023 par une attaque qui aurait été conduite par des hommes armés non identifiés dans une structure médicale locale, située dans la ville de Baraka. Des fouilles systématiques auraient été faites contre le personnel soignant de ladite structure ainsi que des malades trouvés sur place. Une somme importante d'argent et des biens auraient été emportés par les ravisseurs.

L'on note également la persistance de la mise en place de barrières payantes attribuables aux FARDC et certains éléments d'un groupe armé dans plusieurs entités du groupement de Basimukuma Sud, dans le secteur de Mutambala. Ces barrières payantes impactent négativement sur la mobilité des populations civiles vers leurs champs et autres sources d'approvisionnement en denrées alimentaires ainsi que d'autres produits manufacturés. Cette situation pourrait conduire à la hausse des prix des denrées alimentaires mais aussi la pénurie d'autres produits à la suite de la limitation de mouvement imposée par ces éléments armés.

- Les cas de viol sur mineures qui ont marqué l'environnement de protection (17 cas en avril et mai) seraient majoritairement commis par des bandits et éléments armés non étatiques au cours des attaques ciblées contre des opérateurs économiques dans la partie littorale du territoire (spécifiquement les groupements de Basikasilu, Basikalangwa, Babungwe Sud, Babungwe Nord et la ville de Baraka).

A titre d'illustration, le 10 avril 2023, des hommes armés non autrement identifiés auraient conduit une attaque contre 03 filles mineures qu'ils auraient surprises en pleine récolte dans un champ dans une localité du groupement de Babungwe Sud, et les auraient violées. Selon des sources concordantes, les survivantes auraient accédé au paquet de prise en charge médicale dans une structure médicale locale.

- Des pluies diluviennes accompagnées de vents auraient causé d'importants dégâts humains et matériels dans le territoire de Fizi.
  - Dans la nuit du 17 au 18 avril 2023, les pluies auraient causé des débordements des rivières Kabondozi, Mukwezi, Munene et Sangya et du Lac Tanganyika. Des sources concordantes renseignent la mort de 08 civils dont 02 enfants, la destruction de 294 maisons et l'endommagement de plusieurs champs dans des villages Kenya, Kabumbe, Ilakala, Mboko, Sanza et Kakone. La proximité desdits villages des rivières et du Lac fait que plusieurs maisons et champs sont affectés par les eaux au cours de cette période pluvieuse.

## SHABUNDA

- On rapporte l'occupation des villages Musongo et Kalonda par des éléments d'un groupe armé depuis le 02 avril 2023. Ces acteurs armés non étatiques seraient venus de la Province du Maniema. En début de mois ils auraient déjà recruté 35 civils (30 hommes et 05 enfants) dans ces deux villages en vue de reconquérir leurs anciennes positions actuellement contrôlées par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans toute la chefferie de Wakabango Ier.
- En mai, des attaques des groupes armés se sont poursuivies dans les entités du groupement de Batali malgré le récent déploiement des unités FARDC intervenu dans la zone.





Il a été rapporté le 17 mai, une incursion des éléments d'un groupe armé dans le village Mutumbi où ils auraient commis des actes de pillage, poussant environ 72 ménages au déplacement vers la brousse.

Pour rappel, ces éléments armés non étatiques auraient successivement occupé le groupement de Batali au cours des années 2012, 2014, 2018, 2020 et 2021, sur appel des autorités locales dudit groupement. Ces dernières seraient en conflit de pouvoir coutumier avec la chefferie de Wakabango Ier dont elles dépendent.

L'opposition sur la gestion des carrés miniers dont regorge ledit groupement serait la source de ce conflit entre les deux parties qui se serviraient des groupes armés pour sécuriser ces entités minières. Notons qu'à défaut de sources d'approvisionnement en denrées alimentaires, munitions et armes dans cette entité, les éléments de ce groupe armé pilleraient les biens des exploitants miniers et autres civils.

Des attaques d'hommes armés non étatiques se poursuivent dans des carrés miniers et villages des groupements de Bamuguba Sud et Ikama Kasanza. Elles auraient comme motivation l'accès aux minerais qui, selon des sources locales, permettraient à ces hommes de se ravitailler en armes et munitions en échange. Ces éléments armés s'attaqueraient plus aux exploitants miniers et opérateurs économiques, qu'ils estiment détenir les matières premières tant convoitées.

- Notons également que d'autres civils en particulier les femmes et les filles subissent des effets de ces attaques sans qu'ils ne soient visés directement.

Le 09 avril 2023, 06 civils dont 03 femmes de retour d'un carré minier local auraient été attaqués par des éléments armés qui auraient emporté plusieurs biens des civils, y compris de l'argent. Ils auraient aussi administré des coups aux résistants, et violé les 03 femmes.

## UVIRA

- Au cours des deux mois écoulés, la menace d'éléments armés non étatiques s'est faite de plus en plus grande dans les Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira, et dans la Plaine de la Ruzizi. Elle serait alimentée par le conflit foncier et de transhumance qui oppose les éleveurs aux

agriculteurs. Selon des sources concordantes, des cas de pillage de bétail et d'autres biens de valeur, fondés sur ce conflit se commettent contre les populations civiles de la part de milices armées. Notons que des accrochages seraient occasionnellement signalés entre ces éléments armés et parfois entre ceux-ci et les FARDC qui les traquent.

- On signale par ailleurs la récurrence des cas de justice populaire dans certaines entités du groupement de Kabunambo dans la Plaine de la Ruzizi. Les personnes de troisième âge seraient les plus affectées par ces cas. Elles seraient accusées de sorcellerie par certains membres de la communauté qui les maltraitent en leur attribuant les cas de décès survenus dans les villages. Plusieurs personnes âgées auraient été contraintes au déplacement vers d'autres agglomérations offrant des garanties du point de vue sécuritaire (cas spécifique de la ville d'Uvira) pour se mettre à l'abri de ces attaques.
- Il a été signalé la reddition de 8 éléments d'un groupe armé qui se seraient rendus aux FARDC à Lemera les 11 et 17 avril 2023. Ce groupe, auquel plusieurs attaques assorties de violations des droits humains dont le pillage du bétail, meurtre des civils, incendie des maisons, enlèvement auraient été attribuées, opérerait dans les entités des Hauts et Moyens Plateaux et dans la Plaine de la Ruzizi.

Cette reddition serait, d'un côté, un avantage pour la population civile car elle faciliterait l'accès aux marchés locaux, aux champs et autres sources d'approvisionnement local autrefois bloqués à cause de la menace dudit groupe. Elle faciliterait également le rapprochement social entre communautés locales en conflit foncier et de transhumance datant de plusieurs années. Cependant, elle permettrait l'occupation des anciens bastions du groupe armé venant de se rendre par les autres groupes opposés au premier avec comme potentielle conséquence l'exposition des civils, membres de la communauté du groupe venant de capituler aux actes de représailles du second groupe attaché à la communauté locale en conflit avec le premier.

- Le territoire d'Uvira a aussi connu les conséquences des pluies diluviennes dans la dernière partie du mois : dans la nuit du 18 avril 2023, la ville d'Uvira aurait été la zone la plus touchée. Selon des sources





concordantes, environ 126 maisons seraient inondées dans les quartiers Nyamianda et Kilibula.

## MWENGA

- En avril, la situation sécuritaire et de protection dans le territoire a été marquée par la reddition faite par une vingtaine d'éléments munis d'armes et qui se sont rendus aux FARDC. Cette reddition serait intervenue à Mwenga centre au cours de la première semaine d'avril et serait le résultat des efforts de sensibilisation menée par le gouvernement congolais dans le cadre du processus PDDRC-S. Il est important de signaler que l'influence de ce groupe dans ce territoire et la récente reddition faite pourraient pousser les autres groupes armés encore actifs dans la zone à s'impliquer dans le même processus en vue d'une paix durable.

## PROVINCE DU TANGANYIKA



Territoire	Violations du droit à la liberté		Violations du droit à la propriété		Violations du droit à l'intégrité physique		VBG	
	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai
Kalemie	3	27	85	219	70	109	7	23
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>85</b>	<b>219</b>	<b>70</b>	<b>109</b>	<b>7</b>	<b>23</b>

- La situation de Protection des civils s'est encore dégradée dans le Tanganyika et suit les mêmes tendances que les mois précédents avec une augmentation notable des incidents de protection depuis le mois de mars<sup>8</sup>. Le territoire de Kalemie continue d'être le territoire connaissant le plus grand nombre de violations des droits humains qui sont principalement commises par les groupes armés. Alors que le territoire de Kongolo n'avait jusqu'ici pas fait l'objet d'une attention particulière

durant les mois précédents, il est noté une augmentation de la criminalité et des incidents de protection. A cette situation déjà complexe et fragile, se sont ajoutées des inondations affectant plusieurs localités de la province dont, au mois d'avril, les territoires de Kabalo avec 29,950 personnes, Manono avec 29,155 personnes, Kongolo avec 5,075 personnes, Nyunzu avec 4,890 personnes et Kalemie.

## KALEMIE

- L'axe Kalemie-Moba demeure en proie à l'insécurité en raison de l'activisme des miliciens Twa et Bantou. Plusieurs incursions meurtrières des milices Twa ont été rapportées en avril et mai.
  - Le 08 avril 2023, la localité de Tembwe sur le littoral du lac Tanganyika a été attaquée par de présumés miliciens Twa faisant 3 morts et 6 blessés graves par flèches, et un pillage de biens chez une centaine de ménages ainsi qu'un déplacement forcé de 500 ménages vers Moba, Kalemie et la Tanzanie.
  - Le 16 avril, les miliciens Bantou communément dénommés « Eléments » ont fait incursion à Matakiko et Nkulubisanga, commettant pillages des biens et infligeant d'autres traitements inhumains à l'endroit des civils.
  - Entre le 18 et le 21 mai, 10 personnes ont encore été tuées et une vingtaine d'autres grièvement blessées par flèches au cours d'une nouvelle incursion des miliciens Twa dans plusieurs villages, notamment Kikonde, Ompola, Kimena, Kabwema, Lulaba, Kateke, Masele, situés le littoral du Lac Tanganyika. Cette attaque aurait entraîné l'incendie de plusieurs maisons et un mouvement de populations d'environ 560 personnes vers Tembwe et Moba.
- En fin mai, la protection de civils est restée affectée par les affrontements armés entre les Mayi Mayi Biloze Bishambuke et les miliciens Twa de la faction Mwevu accompagnés d'importants abus des droits humains dans plusieurs villages des Hauts Plateaux de Batumba (Mitumba).

<sup>8</sup> BCNUDH, Analyse de la situation République Démocratique du Congo des droits de l'homme, mars 2023





Au cours de ces affrontements quatorze femmes auraient été violées tandis qu'une femme enceinte aurait été éventrée ainsi que son fœtus écrasé au mortier.

Ces attaques ont touché des localités dans la zone de santé Nyemba et des centaines de maisons auraient été incendiées et au moins 2,250 personnes seraient forcées de fuir de ces villages vers Muganwa.

De même à Mulolwa sur l'axe Muhala–Mulolwa–LamboKilela, les Mayi Mayi Biloze Bishambuke auraient attaqué une position militaire des FARDC du 29 au 30 mai 2023 et auraient incendié et pillé des maisons provoquant un déplacement forcé de près de 900 personnes vers Lambo-Kilela.

## KONGOLO

- La protection des civils dans le territoire de Kongolo demeure affectée par la montée de la criminalité observée depuis le mois de mars. Les assaillants multiplient les attaques ciblées en vue du pillage ou extorsions de biens des civils dans la partie Nord-Ouest de Kongolo.
- En avril, les incursions des Mayi Mayi Malaïka dans les villages de Makutano, Ponda, Buyovu, Kateba (Zone de Santé Mbulula), Mugizya, Sola, Masambi et Katele (Zone de Santé Kongolo) se sont multipliées à partir du Sud du territoire de Kabambare au Maniema. En effet le 23 avril 2023, des hommes armés cagoulés ont fait incursion dans une résidence abritée par 3 commerçants ambulants à Lusindoyi (30 Km au Nord Ouest de Kongolo). Ces derniers ont été blessés à l'arme blanche et dépouillés de sommes d'argent ainsi que d'autres biens de valeur. Cette incursion intervient trois jours après une autre attaque des hommes armés dirigés contre quatre motards portés disparus dans la même zone à Kalenge.
- La dégradation de la situation de protection dans la zone est liée à la faiblesse de l'autorité de l'Etat au Nord de Kongolo, laissant place aux Mayi Mayi Malaïka de se substituer en autorité pour le règlement de certains litiges parmi les populations.

<sup>9</sup> ADAM, Advanced Disaster Analysis and Mapping, Flood Impact Analysis RD Congo

## MOBA

- Les miliciens Twa auraient également été actifs dans le territoire de Moba. En effet, 02 homicides et 01 cas de coups et blessures graves leurs ont été allégués dans la localité Mganja située dans le groupement Mpala où ils auraient brûlé vifs 02 enfants.
- Cette recrudescence des attaques perpétrées par les miliciens Twa serait motivée par l'approche de la période de récoltes au cours de laquelle ces miliciens chercheraient à s'accaparer des produits champêtres appartenant aux bantous.

## CATASTROPHES DES MOIS D'AVRIL ET MAI

- Plusieurs territoires de Tanganyika ont été touchés par les inondations après de fortes pluies diluviennes enregistrées. D'après les sources humanitaires, en avril, au moins **10,316 ménages de 43,067 personnes** ont été affectées et sont dans les besoins en ayant notamment perdu leurs biens ménagers et les abris. D'après les mêmes sources, les territoires les plus affectés par ordre décroissant sont : Kabalo avec 29,950 personnes (5,990 ménages), Manono avec 29,155 personnes (5,831 ménages), Kongolo avec 5,075 personnes (1,015 ménages), Nyunzu avec 4,890 personnes (978 ménages) et Kalemie avec 4,320 personnes (864 ménages).
- A Kalemie 23,004 personnes ont été affectées par les inondations du mois de mai et ont notamment perdu leurs biens ménagers et les abris.<sup>9</sup>





## PROVINCES DU KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL



Territoires	Violations du droit à la liberté		Violations du droit à la propriété		Violations du droit à l'intégrité physique		VBG	
	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril	Mai
Kasai	68	36	99	25	93	56	82	74
Kasai Oriental	14	46	98	149	111	233	37	71
Kasai Central	37	115	148	450	169	372	82	329
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>	<b>197</b>	<b>345</b>	<b>624</b>	<b>373</b>	<b>661</b>	<b>201</b>	<b>474</b>

- Environ 1,079 violations et incidents de protection ont été rapportés au cours de la période, dont 43% dans le Kasai Central, plus de 32% dans le Kasai et plus de 24% dans le Kasai Oriental, soit une augmentation des violations de 19% dans les provinces par rapport au mois de mars ou il y avait environ 872 violations.
- Une attention particulière est à porter sur plusieurs zones dans le Grand Kasai qui sont polluées par des REG et mines et présentent des dangers de mort, réduisant les espaces agraires utiles, les possibilités d'activités génératrices de revenus, les velléités de retour de certaines personnes déplacées<sup>10</sup>.
  - A titre d'illustration, en début avril 2023, une forte détonation a eu lieu à Kamako (province du Kasai) dans une fabrique artisanale de casseroles. C'est un objet en aluminium placé au feu, un reste d'explosif de guerre semble-t-il, qui aurait explosé et le responsable de la fabrique ignorait la nature de l'objet.

### KASAI

- La cohabitation pacifique et la cohésion sociale continuent d'être menacées, à divers endroits dans la province du Kasai, par des conflits de pouvoirs coutumiers opposant généralement deux camps. C'est particulièrement le cas dans le secteur de Luebo Lulengele, notamment sur l'axe Luebo cité-Bajila Kapumbu où beaucoup de chefs coutumiers avaient pris part au mouvement Kamuina Nsapu. Ceci avait amené à leur destitution et leur remplacement par d'autres membres des familles régnantes. Toujours dans le territoire de Luebo, un autre conflit de pouvoir coutumier a été rapporté à Ndjokopunda.

Le 21 avril, de vives tensions ont été signalées dans le groupement Ntambwe Kabongo, à 7 kilomètres de la cité de Nsumbula dans la zone de santé de Kamonia entre des partisans de deux fils qui se disputent le trône laissé par leur père. Le bilan de ces affrontements fait état de 4 blessés.

- Par ailleurs, un conflit foncier opposerait une église branhamiste de Ndjokopunda à une frange de la population locale que ladite église voudrait déguerpir d'une concession. La population accuse le service local de cadastre d'être à la base de ce conflit.
  - Des inondations ont eu lieu dans les territoires de Luebo affectant sévèrement 11 villages, Ndjoko-Punda Port, et dans le **territoire de Tshikapa**, où la Centrale électrique a été inondée le 18 avril, occasionnant une rupture générale de l'électricité dans la ville pendant quelques jours. Une école primaire recevant près de 450 enfants a été inondée, près de 500 maisons au bord de la rivière ont été détruites ou endommagées (leurs habitants ont été logés dans des familles d'accueil, des espaces communautaires, etc.).
- Environ 38,104 personnes affectées (9,436 ménages), soit 2% de la population totale des 10 zones de santé touchées, 46 décès enregistrés.
- **Kamako** : de nombreuses personnes ont été expulsées et enregistrées au poste de Kamako en avril et mai 2023.

<sup>10</sup> Note d'analyse et de plaidoyer\_ Contamination des zones par des mines, restes d'explosifs de guerre (REG) et armes légères et de petit calibre dans le Grand Kasai\_Avril 2023







Ces expulsions ont comme conséquences la surpopulation de la ville de Kamako qui est la principale localité d'accueil avec un accès difficile ; augmentation de cas de VBG, activité de sexe de survie, difficulté d'accès à l'éducation pour certains enfants, absence de mécanisme appropriés pour la prise en charge des personnes ayant des besoins spécifiques.

## KASAI CENTRAL

- Dans la province du Kasai central, le 16 avril dans le **Territoire de Dibaya**, secteur de Dibataie, Groupement de Bena MANDE, village Ntenda, zone de santé de Tshikula, une femme a été décapitée dans un champ disputé par les communautés des Bajila Kasanga au Kasai central et certains villages voisins se trouvant au Kasai Oriental. Cette tragédie se serait produite avec la complicité d'adeptes de Ntenda Tshiambi qui se seraient réfugiés au Kasai Oriental à la suite du conflit de contrôle de pouvoir coutumier qui oppose deux chefs coutumiers dans le village « Ntenda ». En fin mai 2023, le conflit foncier est à l'origine du déplacement de 2,500 PDIs, des pertes en vie humaine, l'incendie de 400 maisons.
- Dans les **territoires de Luiza**, à la suite du meurtre d'un grand notable de l'entité représentant d'un parti politique le 25 avril, des jeunes de la communauté de Luiza se seraient livrés à des actes de vandalisme et de pillage des maisons commerciales. L'incident aurait entraîné le déplacement d'une partie de la population du centre-ville vers la périphérie de Luiza.
- Dans les **territoires de Dimbelenge**, dans le secteur de LUBI, on signale de vives tensions entre les villages Kasasa et Basonge Bambele depuis le 27 avril 2023 à la suite du conflit des limites champêtres qui les oppose. Les affrontements ont occasionné 08 homicides, 2 cas de blessures graves ainsi que plus de 1600 personnes déplacées vers le village de Tshintu Mwanza (territoire de Lupatapata) dans la Province du Kasai Oriental. Les dynamiques en présence révèlent une accalmie dans la zone grâce à l'intervention des éléments des FARDC dépêchés par les autorités provinciales et militaires.

## KASAI ORIENTAL

- Plus de 500 maisons se sont écroulées à Mbuji mayi, Commune de Bipemba, suite à une forte pluie le dimanche 02 avril 2023. Les victimes sont exposées aux maladies, viols, violences, sexe de survie, travail d'enfant ainsi qu'à plusieurs autres incidents de protection.

## PROVINCE DU MAÏ-NDOMBE ET ALENTOURS



Les violences intercommunautaires qui ont commencé depuis 2022 dans le Kwamouth se sont répandues depuis un moment dans d'autres provinces à savoir le Kwilu, Kwango, Congo Central et les périphéries de Kinshasa, avec la survenance de l'activisme d'une milice appelée Mobondo.

La situation sécuritaire dans les trois provinces s'est caractérisée par une série d'affrontements entre les miliciens Mobondo et les FARDC, avec comme conséquence le déplacement des populations.

- Les sources locales rapportent une dizaine d'attaques entre le 6 mars et le 23 avril 2023 ayant entraîné la mort d'une quarantaine de personnes ainsi que les déplacements de plusieurs milliers d'autres.
- Entre le 7 et le 16 mai, plus de cinq attaques ayant opposé les miliciens Mobondo aux FARDC ont été signalées sur la RN1, axe Maluku- pont Kwango, à Batshiongo (Kwango) et à Fatundu dans le Kwilu. Actuellement l'insécurité et l'activisme des éléments Mobondo est aux environs de la ville de Kinshasa
- Le 14 mai 2023, les miliciens Mobondo se sont affrontés avec les FARDC dans la localité Batshiongo (150 kms de Kinshasa), ce qui a entraîné le déplacement d'environ 12 000 personnes vers la zone de santé de Popokabaka (localités Iyimbi Yanga, Kingunzi, Mukila Ndongu, Mutayi, Kabama, Ipongi, Mutombo Yamfu, Kalala, Lusanga, Popokabaka 1, 2 et 3.). Lors de ces affrontements, plus de 11 personnes sont décédées. Une situation similaire a été rapportée dans la localité Salapamba vers Fatundu dans la province du Kwilu le 16 mai 2023, où les miliciens Mobondo qui seraient venus de Kwamouth se sont affrontés avec les policiers de la place.





- Le lancement des opérations militaires pour la traque des miliciens Mobondo, lancées depuis le 14 mai dans les trois provinces susmentionnées, y compris les environs de Kinshasa (Menkao et Mbankana) affectent l'accès dans certaines localités du plateau des Bateke, mais également dans certains axes de ces trois provinces, tels que Mashambio. Ces opérations militaires seraient également à la base de fuite des miliciens Mobondo vers les localités de Kwango et Kwilu, où ces derniers commettent des exactions et accroissent l'insécurité au sein de la population lors de leur passage.
- Il convient de noter aussi l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes suspectées d'implication dans les incidents violents comme des attaques de villages dans la région ou leur implication présumée dans des actions violentes visant à empêcher le retour des populations vers leurs villages d'origine. Parmi les personnes interpellées, 15 ont été reconnues coupables et condamnées à mort par le tribunal Militaire de la Garnison de Bandundu le 17 avril 2023.

### LIMITATIONS

- Cet aperçu est rédigé sur une base bimestrielle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

- Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

- Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

